

MANIFESTATION

WWW.STOPAUSTERITE.ORG

CONTACT@STOPAUSTERITE.ORG



POUR UNE EUROPE
SOLIDAIRE

NON

AU TRAITÉ D'AUSTÉRITÉ

■ DIM. 30 SEPT. # 13H30 À NATION ■

Premiers signataires : Aitec-IPAM, AC I, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fédération des Finances CGT, Fondation Copernic, Front de gauche - Parti communiste français - Parti de gauche - Gauche unitaire - FASE - République et Socialisme - PCOF - Convergence et Alternative - Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs, MPEP, Marches Européennes, MJC, NPA, Réseau éducation populaire, Résistance Sociale, SNESUP-FSU, Sud BPCE, Transform!, UD CGT 93, 94, 75, 77, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union syndicale Solidaires...

LES PROMESSES NON TENUES DU PRÉSIDENT HOLLANDE SUR LE PACTE BUDGÉTAIRE EUROPÉEN

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le **Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro**, plus connu sous l'intitulé de «*Pacte budgétaire*». Il s'était pourtant engagé à le renégocier.

ÉCONOMIQUEMENT ABSURDE

En imposant l'obligation d'équilibre budgétaire permanent, il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Dans le contexte actuel, couper dans les dépenses publiques ne fera qu'accentuer la récession, aggraver le chômage et les déficits. En plus de cela, le Pacte budgétaire prive la puissance publique de moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique.

SOCIALEMENT INSUPPORTABLE

Les «*programmes d'ajustement structurel*» aujourd'hui imposés à la Grèce et aux autres pays en difficulté réduisent les protections, accroissent les inégalités et touchent les populations les plus précaires - femmes, jeunes, ouvriers, immigré-es. Loin d'éviter aux pays du Nord de l'Europe de subir le sort de ceux du Sud, ce Pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté.

IL MENACE LA DÉMOCRATIE

Le Pacte budgétaire prévoit des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect. Il marginalise les Parlements nationaux et européen, et fait de la Commission et de la Cour européenne de justice, organismes non élus, les juges des budgets nationaux, niant ainsi la souveraineté populaire. Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.

Informez-vous !

Documents, vidéos, visuels, informations sur les événements prévus, réunions, meetings ainsi que sur la manifestation unitaire sont disponible sur le site du collectif **stopausterite.org**.

Interpellez vos députés !

Une lettre ouverte et un formulaire en ligne sont disponibles pour interpeller vos députés. L'objectif : mettre la pression sur les parlementaires de la majorité présidentielle !